

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 51 (2001)

Heft: 3

Buchbesprechung: La Croix-Rouge en péril, 1945-1952. La stratégie du CICR, de la
Seconde Guerre mondiale au conflit de Palestine - Eretz-Israël
[Dominique-Debora Junod]

Autor: Ackermann, Bruno

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

camps, se trouvent aujourd'hui quelque peu modifiée. Sous l'impulsion de l'historien Serge Klarsfeld, président de l'Association des Fils et Filles des Déportés Juifs de France, qui conduit depuis longtemps et avec une énergie formidable un immense travail de publication de documents relatifs aux sort des Juifs pendant la Shoah, paraît un recueil de sources, dûment sélectionnées, émanant des seules archives du CICR. Voici une quinzaine d'années, son étude *Vichy-Auschwitz – Le rôle de Vichy dans la solution finale de la question juive en France* (1983–1985) était déjà agrémentée d'une importante partie documentaire.

Entrent aujourd'hui dans le patrimoine historique nombre de documents qui concernent essentiellement la situation des Juifs dans les camps d'internement en France: lettres échangées entre le CICR et les ministères du maréchal Pétain, les différents services administratifs du Gouvernement de Vichy, la Croix-Rouge française et d'autres organismes caritatifs; rapports de mission établis par les délégués du CICR à l'issue de leurs visites dans les camps d'internés civils en France; procès-verbaux des séances des diverses commissions du CICR; lettres d'internés; chroniques et rapports de l'office genevois du *World Jewish Congress*; notes d'entretien avec diverses personnalités, etc. Autant de pièces qui mettent en lumière l'infatigable et difficile tâche du CICR et de ses délégués, soucieux de faire appliquer et de faire respecter, par des démarches incessantes auprès des gouvernements impliqués dans le conflit, les Conventions de Genève de 1929 relatives à l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées, et au traitement des prisonniers de guerre. De plus, ces documents rendent compte de manière précise des conditions de vie dans les camps d'internés en France, de l'évolution de la situation sanitaire, médicale, vestimentaire, alimentaire ou encore morale, enfin de l'état de dénuement souvent complet des prisonniers. Ils témoignent en tous les cas que, même en l'absence de bases légales, le CICR et ses délégués sont intervenus avec fermeté auprès du Gouvernement de Vichy pour atténuer les souffrances dans les camps d'internement et régler dans l'urgence les situations les plus dramatiques. Si, dès 1942, le sauvetage des Juifs d'Europe devint extrêmement difficile, sinon impossible, en raison de la volonté d'extermination de Hitler, la faute incombe davantage à la passivité des gouvernements alliés – les Etats-Unis et la Grande-Bretagne notamment – qu'au CICR qui, dans des circonstances douloureuses, œuvra au mieux et remplit sa tâche traditionnelle, une thèse que Serge Klarsfeld, à l'inverse d'autres historiens, soutient avec assurance dans son introduction, et que les documents ici publiés viennent conforter.

Bruno Ackermann, St-Légier

Dominique-Debora Junod: **La Croix-Rouge en péril, 1945–1952. La stratégie du CICR, de la Seconde Guerre mondiale au conflit de Palestine – Eretz-Israël.** Lausanne, Payot, 1997, 269 p. (Trad. française de *The Imperiled Red Cross and the Palestine – Eretz-Yisrael Conflict 1945–1952*, Genève, IUHEI, London/New York, Kegan Paul International, 1996).

Depuis quelques années, le CICR, en ouvrant ses archives aux historiens, participe d'une volonté de transparence et d'effort de la vérité historique, sous réserve cependant que les travaux qui en sortiraient soient soumis avant publication au Conseil exécutif et que les auteurs acceptent d'éventuelles coupures ou modifications afin de ne pas mettre en péril une action en cours du CICR. Dominique-Debora Junod, chargée de recherches historiques au CICR entre 1981 et 1993, fait exception: elle est la seule historienne qui ait écrit son ouvrage avec une totale liberté

de pensée et de recherche, sans tenir compte de l'intégralité des desiderata du CICR quant à ses réflexions et ses conclusions.

L'ouvrage de Dominique-Debora Junod nous plonge au cœur de l'action d'un CICR confronté au sortir de la Seconde Guerre mondiale à des critiques de multiples provenances concernant sa passivité face aux victimes des persécutions nazies. Y est présentée et analysée l'interaction entre le développement de l'action du CICR en Palestine mandataire, puis dans le conflit entre Arabes et Israéliens, et le développement du droit humanitaire. L'auteur établit une différence nette entre l'attitude du Comité, motivé principalement par des intérêts de survie institutionnelle, – le CICR depuis 1944 est en crise – et celle de certains délégués, selon qu'ils épousent la cause institutionnelle ou celle des victimes.

Sur le plan interne, durant cette période, le CICR traverse une crise. Fin 1944, Carl Burckhardt succède brièvement à Max Huber, lequel revient en février 1945 le temps d'assurer un intérim jusqu'en janvier 1947. Le siège reste vide durant plusieurs mois. Il s'agit pour le CICR de coopter un président dont la personnalité soit acceptable par tous les camps idéologiques, et qui puisse réaliser en toute neutralité le difficile pari du CICR. En décembre 1947, à l'instigation du Gouvernement suisse, un nouveau président est nommé, en la personne de Paul Ruegger, personnage pour le moins troublant, aux convictions humanitaires douteuses: alors qu'il était ministre de Suisse à Rome, n'avait-il pas suggéré au Gouvernement helvétique, en décembre 1938, des mesures subtiles visant à empêcher l'entrée en Suisse d'«Israélites» en provenance d'Italie, en un moment où ils étaient menacés d'expulsion? (Le document accusateur, qui n'est malheureusement pas reproduit dans l'ouvrage, a toutefois été publié dans les *Documents diplomatiques suisses 1937–1938*).

Les travaux indépendants sur cette période de l'histoire du CICR et sur le sujet spécifique de l'action du CICR au cœur du conflit entre Arabes et Israéliens en ces années cruciales (1945–1952) faisaient totalement défaut. Cette lacune est donc comblée. Le sous-titre de la traduction française – «*La stratégie du CICR de la Seconde Guerre mondiale au conflit de Palestine – Eretz-Israël*» – égratigne quelque peu l'intention première du livre. Revenons au sous-titre plus explicite de l'édition originale, qui reflète mieux les hypothèses de travail de l'auteur: «*The Influence of Institutional Concerns on a Humanitarian Operation*». L'auteur pose deux questions incontournables et légitimes. Premièrement, pourquoi le CICR a-t-il accordé, à cette époque, une signification particulière à ses activités dans le conflit Palestine – Eretz-Israël? Secondement, les critiques auxquelles le CICR a été confronté concernant son comportement face aux victimes d'Hitler, et leurs implications, ont-elles influencé son action lors du premier conflit de Palestine, entre Juifs, Arabes et Britanniques?

Polémique? Non. A coup sûr, mais une hypothèse de travail légitimée d'abord par les sources disponibles, ensuite par une lecture comparative serrée des événements. Par cet ouvrage – à l'origine une thèse de doctorat, riche d'informations puisées dans les archives du CICR, les Archives fédérales suisses, le Public Record Office (G.-B.), les Archives sionistes centrales (Jérusalem), les Archives d'Etat israéliennes et d'autres papiers privés – le débat est ouvert, complexe, et non dépourvu d'enjeu, puisque l'image du CICR, soucieux de sauvegarder les principes humanitaires qui ont inspiré les Conventions de Genève de 1929, s'en trouve atteinte.

L'une des difficultés de cette recherche tient à l'interprétation des textes: ceux d'abord émanant de l'institution à Genève, «fréquemment elliptiques» et, selon

l'auteur, le «fruit d'une mentalité neutraliste» – la formule est sans doute sévère, mais l'on peut admettre que les textes du CICR, quand ils sont officiels et destinés à la lecture d'un public extérieur, sont d'une habileté diplomatique certaine; ceux ensuite des délégués opérant sur le terrain, davantage empreints de subjectivité et d'émotion. A l'historien de lire ces documents, avec un regard aussi objectif que possible et au plus près de la vérité qu'il croit déceler, tâche à laquelle Dominique-Debora Junod s'est attelée avec rigueur et méthode.

De cet ouvrage, il ressort une thèse principale: le territoire de Palestine – Eretz-Israël (Terre d'Israël) fut un lieu privilégié d'action pour le CICR qui, en intervenant dans le conflit, est parvenu à sauver l'institution qui avait été discréditée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et mise en péril par les critiques dirigées contre elle. De là découle une interprétation historique, qui consiste à affirmer que l'action du CICR s'est faite au détriment d'une conception humanitaire fidèle à l'idéal d'Henri Dunant. En clair, la «charité apolitique», la neutralité et l'impartialité des actions du CICR firent défaut. Tant le chef de mission du CICR en Palestine, Jacques de Reynier, que le président en exercice du CICR, Paul Ruegger, figurent parmi les responsables de ces manquements. Ils ont servi l'institution, qui est devenue leur finalité. D'autres délégués, eux, se sont servi de l'institution pour réaliser l'idéal de Dunant, auquel ils ont adhéré. Toutes les questions formulées par Dominique-Debora Junod au cours de sa recherche, questions difficiles et légitimes, ne trouvent pas toujours des réponses, faute de sources suffisamment explicites, mais proposent souvent une clé d'interprétation possible et fondée lorsque les textes, ou la simple lecture des événements, le permettent. Le mérite de l'auteur, et son courage critique, est de les avoir posées, ouvrant des pistes de réflexion et d'analyse pour des recherches futures sur l'histoire du CICR.

Bruno Ackermann, St-Légier

Konstantina Botsiou: **Griechenlands Weg nach Europa: Von der Truman-Doktrin bis zur Assoziierung mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, 1947–1961.** Frankfurt a.M., Peter Lang, Europäischer Verlag der Wissenschaften, 1999.

Die von Konstantina Botsiou an der Universität Tübingen geschriebene und 1999 in Frankfurt erschienene Dissertation «Griechenlands Weg nach Europa: Von der Truman-Doktrin bis zur Assoziierung mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, 1947–1961» ist eine interessante Studie über die griechische Europapolitik, die internationalen Beziehungen und die von den USA beeinflusste griechische Innenpolitik.

Obwohl Griechenland seit 1952 Mitglied der NATO und seit 1981 Mitglied der EG bzw. der EU ist, bereitet die Frage, ob Griechenland eindeutig dem Westen zugeordnet werden kann, vielen – sowohl griechischen als auch ausländischen – Beobachtern der griechischen Politik und Gesellschaft grosse Schwierigkeiten. Dies hängt einerseits damit zusammen, dass sich die griechische Geschichte von der Geschichte der westeuropäischen Länder unterscheidet. Andererseits ist aber sicherlich auch der die griechische Gesellschaft charakterisierende Antiamerikanismus dafür verantwortlich, dass Griechenland nicht spontan mit dem Westen assoziiert wird.

Liest man die Dissertation «Griechenlands Weg nach Europa: Von der Truman-Doktrin bis zur Assoziierung mit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, 1947–1961» von Konstantina Botsiou, so wird der Antiamerikanismus der griechischen Gesellschaft etwas verständlicher. Denn obwohl der Einfluss der USA gar